

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 18 mars 2015

Direction de l'instruction publique

30 2015.RRGR.72 Motion 023-2015 Näf (Muri, PS)

Droits acquis des enseignants et enseignantes: solutions individuelles pour les cas de rigueur

N° de l'intervention: 023-2015
N° d'affaire: 2015.RRGR.72
Déposée le: 19.01.2015
Déposée par: Näf (Muri, PS) (porte-parole)
Grivel (Biel/Bienne, PLR)
Cosignataires: 1
Urgence: accordée le 22.01.2015
N° d'ACE: 223/2015 du 25 février 2015
Direction: INS

Droits acquis des enseignants et enseignantes: solutions individuelles pour les cas de rigueur

Le Conseil-exécutif est chargé d'analyser la situation personnelle des enseignants et enseignantes concernés par la suppression des droits acquis à partir du 1^{er} août 2015. En cas d'injustice flagrante, il offrira de son plein gré un supplément de salaire.

Développement :

La motion Gasser (M 236-2014) demandait le maintien des droits acquis même après le 1^{er} août 2015. Sa réalisation aurait nécessité une modification de loi, ce que le Conseil-exécutif a refusé de faire en invoquant les décisions prises par le Grand Conseil en 2007. Suite aux débats entre les représentants et représentantes des principaux groupes parlementaires, la motion a été retirée au profit de la présente intervention. Etant donné que les dispositions de la loi sur le statut du corps enseignant (LES) ne prévoient rien pour les enseignants et enseignantes de moins de 60 ans mais que dans le même temps certaines personnes devraient subir des pertes de salaire massives, il faut faire un geste en faveur des enseignants et enseignantes victimes d'une injustice flagrante en leur offrant spontanément un supplément de salaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de prendre, pour les cas de rigueur, des mesures afin que les enseignants et enseignantes touchés par l'abrogation, au 1^{er} août 2015, des dispositions de la loi sur l'école obligatoire (LEO) relatives aux droits acquis ne subissent pas de baisses de salaire. Le Conseil-exécutif devrait ainsi leur offrir de son plein gré un supplément de salaire.

La présente motion est liée à la motion 236-2014 Gasser (Bévilard) *PSA Maintien des droits acquis*, qui demande de renoncer à la suppression des droits acquis. Le Conseil-exécutif avait proposé le rejet de cette motion. Lors de la session de janvier 2015, dont le programme prévoyait le traitement de la motion Gasser, l'auteur a retiré cette dernière au profit de la présente motion.

La réglementation des droits acquis a été mise en place lors de l'introduction du système 6/3 dans les années 1990 (augmentation de la durée de l'école primaire de quatre à six années et réduction de la durée de l'école secondaire de cinq à trois années). Les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui, après la mise en place du nouveau système scolaire, délivraient leur enseignement dans des classes générales (7^e à 9^e année) ou en 5^e et 6^e de l'école primaire ont ainsi bénéficié du maintien des droits s'appliquant au traitement de base ainsi qu'aux allocations sociales et aux allocations de renchérissement. Ils ont donc continué de percevoir un salaire d'enseignant d'école secondaire pour le degré d'occupation que représentait leur ancien poste (classe de traitement 10).

C'est pourquoi, durant de nombreuses années, la différence de salaire entre les personnes titulaires d'un diplôme d'enseignement au degré primaire et les enseignants et enseignantes du secondaire bénéficiant des droits acquis dans les classes primaires et générales était d'environ 1000 francs par mois.

Une modification de l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (OSE) au 1^{er} août 2004 a créé la base légale permettant de rétribuer selon la classe de traitement 10 toutes les personnes enseignant au degré secondaire I, 7^e à 9^e année (9^e à 11^e année HarmoS), qu'elles enseignent dans une classe générale ou dans une classe secondaire. L'inégalité de traitement au degré secondaire I a ainsi pu être supprimée.

En 2004, le Grand Conseil a en outre adopté une révision de la loi sur le statut du corps enseignant (LSE), qui est entrée en vigueur en 2007. Dans le cadre de cette révision, le maintien des droits acquis pour les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui délivrent leur enseignement en 5^e et 6^e année (7^e et 8^e année HarmoS) a été limité à environ dix ans, après de longues discussions au sein du Grand Conseil (modification indirecte de la LEO, abrogation de l'art. 75, al. 1, lit. e LEO). En supprimant la réglementation des droits acquis, le Grand Conseil souhaitait mieux répondre au principe constitutionnel « à travail égal, salaire égal ». L'échéance du délai transitoire d'environ dix ans a été fixée au 31 juillet 2015.

Afin d'éviter les cas de rigueur lors de la suppression des droits acquis, des mesures supplémentaires ont été inscrites dans la LSE pour les membres du corps enseignant de 5^e et 6^e année (7^e et 8^e année HarmoS) :

- pour les personnes concernées de toutes les classes d'âge : lors de la suppression des droits acquis au 1^{er} août 2015, la réduction du traitement s'effectue progressivement sur plusieurs années (trois ans au maximum) si la différence entre le traitement annuel correspondant à la classe de traitement 10 et celui correspondant à la classe de traitement 6 dépasse au total 8000 francs par année ;
- pour les personnes concernées qui seront âgées de plus de 60 ans au 1^{er} août 2015 : une réglementation spéciale visant à éviter les effets négatifs sur les caisses de pension a en outre été prévue pour les enseignants et enseignantes ayant atteint un certain âge : si la réduction annuelle du traitement brut dépasse 5000 francs par année au total et si l'enseignant ou l'enseignante concernée est âgée de plus de 60 ans au 1^{er} août 2015, le traitement actuel assuré au 31 juillet 2015 est conservé pour la prévoyance professionnelle. Le canton prend à sa charge les contributions supplémentaires de l'employeur et du salarié.

Ces réglementations, qui ont été incluses aux dispositions transitoires afin d'éviter les cas de rigueur, ont été le fruit d'un large débat au Grand Conseil. A l'issue du débat, elles ont non seulement été publiées dans le Recueil officiel des lois bernoises, mais également communiquées aux enseignants et enseignantes dans un bulletin d'information accompagnant le décompte de traitement de juin 2007. Dans un courrier adressé le 23 juillet 2014 à une soixantaine de personnes encore concernées par la suppression des droits acquis, la Section du personnel de l'Office des services centralisés de la Direction de l'instruction publique a par ailleurs fait le point sur la situation avec un an d'avance et indiqué le traitement qui serait perçu dans la classe de traitement 6.

La suppression des droits acquis pour les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui délivrent leur enseignement en 7^e et 8^e année HarmoS met fin à l'inégalité de traitement entre les enseignants et enseignantes d'un même degré scolaire. Le Conseil-exécutif estime que le principe « à travail égal, salaire égal » doit également être appliqué au degré primaire. En vertu de la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'article 8, alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101), les anciens rapports de droit doivent être adaptés au nouveau droit dans les meilleurs délais. Le droit transitoire ne doit tenir compte de rapports de droit particuliers que si des intérêts dignes de protection l'exigent. Depuis l'introduction du système 6/3 au milieu des années 1990, le délai de suppression des droits acquis des enseignants et enseignantes d'école secondaire enseignant au degré primaire a duré une vingtaine d'années. Ainsi, le Conseil-exécutif est d'avis que la situation particulière des enseignants et enseignantes concernés a suffisamment été prise en compte.

Le Conseil-exécutif comprend la préoccupation exprimée par le motionnaire. Les dispositions transitoires devraient cependant être modifiées au même niveau de réglementation où elles ont été fixées, c'est-à-dire au niveau de la loi. Cela vaut aussi pour d'éventuelles autres réglementations applicables aux cas de rigueur à titre d'exception.

Le Conseil-exécutif estime néanmoins que le long maintien des droits acquis et les réglementations applicables aux cas de rigueur prévues dans les dispositions transitoires de la LSE ont à l'époque

constitué le meilleur compromis possible s'agissant de cette question de politique du personnel. Par conséquent, il ne souhaite pas revenir sur celle-ci et propose au Grand Conseil de rejeter la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Roland Näf, Muri (PS). Die Fraktionen erinnern sich sicher noch an die Motion von Peter Gasser in Bezug auf die ganze Frage des Besitzstandes für Lehrerinnen und Lehrer, die 1996 auf Wunsch der Erziehungsdirektion als Sekundarlehrerinnen und Sekundarlehrer auf die Mittelstufe gewechselt haben. Damals erhielt Peter Gasser von den Fraktionen das Signal, dass sie nicht auf die gesetzliche Lösung zurückkommen wollen, die 2004 vom Rat beschlossen worden ist. Das ist für uns auch verständlich. Auf Anraten von verschiedenen Ratsmitgliedern, aber beispielsweise auch von LEBE kamen wir zum Schluss, dass wir einen anderen Weg suchen müssen, und zwar einen Weg, den auch die Mehrheit der BiK gegenüber der Justizkommission empfohlen hat: dass nämlich das Gesetz ganz klar nicht angepasst wird – wir sind uns wohl einig, dass dies nicht sinnvoll wäre –, dass aber für die einzelnen Menschen, die in der Lösung, die wir gefunden hatten, wirklich danebenstehen und zu kurz kommen, weil sie in eine schwierige persönliche Situation geraten, eine Einzelfall-Härtelösung gesucht wird. Das wollen wir mit unserem Vorstoss erreichen. Ich möchte noch einmal daran erinnern, was mit einem Einzelfall genau gemeint ist. Es geht nicht um den Gedanken, den die Erziehungsdirektion aufführt, dass irgendwelche gesetzlichen Anpassungen gemacht werden. Es geht vielmehr darum, daran zu denken, was es bedeutet, dass eine einzelne Person durch diese Lösung, die getroffen wurde, einfach aus dem System fällt.

Ich möchte Ihnen auf der menschlichen Ebene einen Einzelfall schildern, denn darum geht es. Es betrifft eine Person im Raum Thun. Er ist Familienvater und ist knapp unter sechzig; es reicht also nicht für die allgemeine Härtefalllösung, die 2004 in Sachen Pensionskasse beschlossen worden ist. Er war spät Vater geworden; seine Kinder sind momentan in der Ausbildung. Er würde nun eine massive Einbusse erleiden. Seinerzeit haben wir stets die Argumentation gehört – zu Recht –, weshalb denn so jemand in all den Jahren keine andere Stelle gesucht hat, denn er hätte lange genug Zeit gehabt. Ich kann Ihnen versichern, dass dies wirklich ein Härtefall ist. Er hat es versucht. Er hat sich beworben und hat mehrfach die Antwort erhalten: «Es tut uns leid, Sie sind zu alt.» Das ist ein Problem, das wir in der ganzen Gesellschaft haben. Das zweite Argument, das er ebenfalls zu hören bekam, lautete: «Sie haben in den letzten zwanzig Jahren auf der Oberstufe keine Erfahrungen mehr gemacht. Wie wollen Sie sich denn auf der Oberstufe bewerben?» Für ihn ist das ein Riesenfrust. Der Mann ist verärgert, denn seinerzeit wurde ihm das Versprechen gegeben – offenbar von einer Einzelperson in der ERZ –, sein Besitzstand sei bis zur Pensionierung garantiert. Damit hat er gerechnet. Deswegen glaubt nun dieser Mann nicht mehr an die Gerechtigkeit. Er ist wirklich verzweifelt und findet das total ungerecht. Wir sind der Überzeugung, dass es in einem solchen Fall dem Regierungsrat sehr wohl ohne irgendwelche Gesetzesänderungen möglich ist, den Einzelfall zu betrachten. Ungefähr sechzig Frauen und Männer sind betroffen, von denen letztlich vielleicht noch fünf bis zehn oder sogar weniger in einer so schwierigen Situation sind wie der Mann, von dem ich Ihnen berichtet habe. Ich bin überzeugt, dass es dem Regierungsrat wirklich möglich ist, in den paar wenigen Fällen freiwillig ein Entgegenkommen zu zeigen, wenn der Rat dem Vorstoss heute zustimmt. Zum Schluss möchte ich noch einmal betonen: Gesetze sind gut, aber es ist immer so, dass der einzelne Mensch, das einzelne Schicksal vom Gesetz nicht immer optimal abgedeckt wird. Wenn wir nun Herz zeigen wollen für den Fall, den wir 2004 mit unserer Gesetzesänderung nicht haben abdecken können, sollten wir der Motion zustimmen.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Der Regierungsrat wird mit der Motion Näf beauftragt, die persönliche Situation von Sekundarlehrpersonen, die ab dem 1. August 2015 von der Aufhebung des Besitzstands betroffen sind, zu prüfen. In Härtefällen soll der Regierungsrat den Betroffenen mit einem freiwilligen Lohnzuschlag entgegenkommen. Was ist jedoch ein Härtefall und was ist ein freiwilliger Lohnzuschlag? Die alte Besitzstandsregelung war in den 90er-Jahren entstanden, und zwar bei der Einführung von sechs Jahren Real- und drei Jahren Sekundarschule anstelle von vier Jahren Real- und fünf Jahren Sekundarschule. Lehrpersonen, die anstelle der fünften und sechsten Klasse Sekundarschule im Wechsel neu an der fünften und sechsten Klasse Realschule unterrichtet haben, haben während mehr als zwanzig Jahren trotzdem den um rund 1000 Franken pro Monat höheren Lohn erhalten. Im Jahr 2004 wurde nach einer eingehenden

Diskussion im Grossen Rat das neue Lehreranstellungsgesetz genehmigt, mit einer Übergangsfrist von zehn Jahren für die höheren Lohnzahlungen. Nun geht diese weitere Frist von zehn Jahren zu Ende. Davon betroffen sind zirka sechzig Lehrpersonen, die korrekterweise bereits im vergangenen Sommer von der Erziehungsdirektion schriftlich informiert wurden, dass die Übergangslösung nach rund zwanzig Jahren wegfällt. Zu diskutieren gab in unserer Fraktion, dass den betroffenen Lehrern im Jahr 1994 in einem Brief mitgeteilt wurde, dass vom 1. August 1994 an anstelle des Reallehrerlohns weiterhin der Sekundarlehrerlohn bezahlt werde. Das Versprechen wies kein Enddatum auf, weil ein kantonales Amt, das heute in dieser Form gar nicht mehr existiert, keine Versprechen abgeben kann. Es gibt ganz klar auch keine gesetzliche Grundlage, um die höheren Lohnzahlungen weiterzuführen. Die SVP-Fraktion beantragt daher grossmehrheitlich Ablehnung der Motion. Auch der Regierungsrat lehnt sie bekanntlich ab. Es gilt klar gleicher Lohn für gleiche Leistungen.

Wie kommt sich wohl heute, nach zwanzig Jahren, ein Lehrer vor, der für die genau gleichen Aufgaben weniger Lohn erhält als sein Berufskollege? Die Übergangsfrist von rund zwanzig Jahren war lang, und die sechzig betroffenen Lehrpersonen wurden frühzeitig informiert. In der Privatwirtschaft kann auch niemand einen Lohn auf mehr als zwanzig Jahre versprechen. Und auch Selbstständigerwerbende und Landwirte leben mit Einkommensschwankungen und erhalten zum Beispiel weniger Geld für die Milch. Deshalb noch einmal: Was sind freiwillige Lohnzahlungen, um den Betroffenen entgegenzukommen? Hauptpunkt ist, dass der gleiche Lohn für die gleichen Leistungen gezahlt werden soll. Deshalb wird die Mehrheit der SVP-Fraktion die Motion ablehnen, und ich bitte den Rat, das auch zu tun.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Härtefall-Einzellosung: Ja, dafür hat man doch Verständnis. Es gibt indessen noch ein Aber. Wenn wir in der Antwort des Regierungsrats die ganze Chronologie der letzten zwanzig Jahre lesen, insbesondere von 2004, wird man etwas stutzig. Besonders stutzig wird man, wenn man liest, dass im LAG bereits zwei zusätzliche Massnahmen vorgesehen sind, um den Besitzstand in Härtefällen regeln zu können. Härtefälle wird es immer irgendwo geben. Aufgrund dieser Härtefälle eine Gesetzesänderung vorzunehmen, wie der Regierungsrat schreibt, die ein Präjudiz für andere Härtefälle sein könnte, ist unangemessen. Meinen Ausführungen können Sie entnehmen, dass die BDP diese Motion ablehnt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Stellen Sie sich, vor, dass jemand beim Systemwechsel von 4/5 auf 6/3 in den 90er-Jahren knapp vierzigjährig war. Man hat ihm damals gesagt, dass der Grosse Rat für 2015 einen Wechsel beschlossen hat und dass man dann auf den anderen Lohn wechseln müsse. Das hat er also gewusst. Es ist eine Tatsache, dass man, unabhängig davon, in welchem Alter man Kinder hat – das müssen wir hier wohl kaum zur Diskussion stellen –, für jedes Kind Kinderzulagen und Betreuungszulagen erhält. Damit würde im Fall, den Roland Näf geschildert hat, bereits ein Viertel des Verlusts ausgeglichen. Man hat also ganz genau gewusst, was auf einen zukommt. Man müsste wirklich, wie wir es vorhin gehört haben, einmal definieren, was denn eigentlich ein Härtefall ist. Stellen Sie sich vor: Jemand erfährt, dass er aufgrund des Euro-Mindestkurses, der fallengelassen wurde, im Jahr 2035 weniger Lohn haben wird. Der sagt sich, ich verändere mal noch nichts, der Besitzstand ist ja noch zwanzig Jahre lang garantiert. Einen Monat vor 2035 fällt ihm dann plötzlich ein, dass er wohl einen anderen Job suchen sollte. Im Übrigen haben wir Lehrermangel. Ich glaube Roland Näf sogar, dass der erwähnte Mann ein Problem hat. Die einen waren aktiv, haben eine neue Stelle gesucht und haben sich verändert. Und der andere fand nichts. Ja, das ist ein tragischer Fall. Es kann jedoch nicht sein, dass wir nun den Beschluss fassen, für die wenigen Fälle – offenbar etwa sechzig Fälle im Kanton Bern – eine Sonderregelung zu treffen. Sonst wäre jeder, der einen Versuch gemacht hat und sich weitergebildet hat, auf Berndeutsch gesagt, blöd gewesen. Der glp geht es ganz klar um gleichen Lohn für gleiche Arbeit. Es gibt sicher immer Ausnahmen, aber an diesem Grundsatz möchten wir festhalten. Deshalb lehnen wir die Motion klar ab.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch wenn ich am Schluss auf dasselbe Resultat komme wie Christoph Grimm, muss ich dennoch etwas berichtigen: Man hat den Leuten nicht schon Mitte 90er-Jahre gesagt, sie müssten sich in zwanzig Jahren verändern. Das wurde erst 2004 gesagt. Während der ersten zehn Jahre konnten die Lehrkräfte wirklich damit rechnen, dass sie diesen Status bis ans Ende ihrer Berufstätigkeit haben würden. Am 8. September 2004 wurde im Grossen Rat jedoch das LAG diskutiert. Irene Hänsenberger hat im Namen der SP-Fraktion den

Antrag gestellt, die Übergangsfrist von fünf Jahren, die im Entwurf der Regierung vorgesehen war und auch von der Mehrheit der Kommission unterstützt wurde, auf zehn Jahre zu verlängern. Dieser Antrag wurde von LEBE unterstützt und auch gut lobbyiert. Mit 91 gegen 69 Stimmen wurde er in der Folge recht überraschenderweise angenommen. Damals umfasste der Grosse Rat noch 200 Mitglieder. Die betroffenen Lehrkräfte wissen also seit gut zehn Jahren, was kommt. Und nun, da der 1. August 2015 demnächst kommt, haben wir das Thema noch einmal im Rat und diskutieren über eine allfällige Härtefallregelung. Die grüne Fraktion hat gewiss sehr viel Verständnis für diejenigen Lehrpersonen, die Mühe haben zu akzeptieren, dass sie vom August an für die paar wenigen letzten Jahre ihrer Berufstätigkeit nur noch den Primarlehrerlohn erhalten sollen für eine Arbeit, die sie während zwanzig oder vierzig Jahren mit ihrer Sekundarlehrerausbildung und dem entsprechenden Lohn geleistet haben. Andererseits sehen wir aber auch die Primarlehrkräfte, seien sie sechzig, vierzig oder fünfundzwanzig, die jahrelang im selben Kollegium neben solchen Sekundarlehrkräften gearbeitet und in den fünften und sechsten Klassen genau dieselbe Arbeit geleistet haben, jedoch über all die Jahre bei einem Vollpensum pro Jahr 13 000 Franken weniger verdient haben. Dass sich diese Personen daran stören, verstehen wir ebenso. Sie haben zwar nie laut reklamiert, sondern blieben fair, aber das Prinzip «gleicher Lohn für gleiche Arbeit» wurde damit seit Jahren verletzt. Deshalb ist die Mehrheit der grünen Fraktion der Meinung, dass die betroffenen Personen nun wirklich zehn Jahre Zeit hatten, eine Stelle auf der Sekundarstufe zu finden. Wenn sie keine gefunden haben, gibt es verschiedene Gründe dafür. Am wenigsten bezweifle ich den Grund, es gebe zu wenige Stellen. Ich begreife aber, dass es Leute gibt, die lieber im selben Kollegium, im selben Schulhaus, geblieben sind und sich davor gescheut haben, sich zwischen fünfundfünfzig und sechzig noch einmal zu verändern.

Die beiden Härtefallmassnahmen, die ebenfalls 2004 bei der LAG-Revision beschlossen wurden, fangen Härtefälle aus unserer Sicht recht gut auf. Nebst der eigentlichen Thematik der konkreten Motion müssen unseres Erachtens jedoch die grossen Gehaltsunterschiede zwischen Sek und Prim, die wieder einmal als Zahlen auf dem Tisch liegen, und auch weiter oben, auf der Sek-Stufe II, wirklich überprüft werden. Sie lassen sich längst nicht mehr mit der unterschiedlich langen Ausbildung erklären. Für uns ist dies eigentlich das Hauptthema der heutigen Diskussion.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Es handelt sich um ein Thema, das bereits bei der Motion Gasser diskutiert wurde, die anschliessend zurückgezogen wurde. Ich erinnere mich gut an die regen Diskussionen in unserer Fraktion, die es damals ausgelöst hat. Wir waren uns nicht einig und sind es auch heute noch nicht. Es war das Spannungsfeld zwischen der Solidarität mit den Betroffenen und dem Festhalten an den rechtlichen Grundlagen, das uns bewegt hat. Das hat uns die Entscheidung nicht leicht gemacht. Wir anerkennen, dass mit der Bereinigung dieses Gehaltssystems eine gesetzliche Anpassung vorgenommen wurde, die ein Versprechen gebrochen hat: das Versprechen der Besitzstandswahrung. Aus unserer Sicht ist das eine unschöne Geschichte. Die betroffenen Lehrpersonen müssen jetzt, in diesem Jahr, anfangen, eine Lohneinbusse in Kauf zu nehmen. Wenn wir aber an dieser Stelle über eine Lohneinbusse sprechen, handelt es sich um eine Lohneinbusse auf einem Niveau, bei der aus unserer Sicht noch niemand am Hungertuch nagen muss. Dazu kommt, dass mit der LAG-Revision auch zwei Massnahmen für Härtefälle beschlossen wurden. Unseres Erachtens sind diese Massnahmen ausreichend. Alles andere wurde bereits erwähnt: wie lange die Leute Zeit hatten und was man dafür alles unternommen hat. Aus diesen Gründen lehnen wir die Motion mehrheitlich ab.

Peter Gasser, Bévillard (PS). Lors de la dernière session, j'ai retiré ma motion au profit de ce nouveau texte. Je ne vais pas répéter ici les arguments exprimés lors de la dernière session. Je me permets toutefois d'insister sur quelques autres éléments. Premièrement, il s'agit ici de donner une marge de manœuvre à la Direction de l'instruction publique pour apprécier une situation personnelle, et, le cas échéant, pouvoir offrir une aide financière. Il ne s'agit pas d'une modification de la loi, ce qu'appliquait ma précédente motion, mais d'une autorisation donnée par le législatif que nous sommes à son exécutif. En acceptant la présente motion de mes collègues, vous autorisez tout simplement la Direction de l'instruction publique de faire des exceptions à la loi, au cas par cas. J'entends déjà les cris d'orfraie des nombreux juristes de cette docte assemblée, pour autant qu'ils soient attentifs à ma diatribe évidemment, criant au vice de forme, ou invoquant tel autre argument juridique abscons pour rejeter ma démonstration. Et pourtant, je n'en démords pas. Si nous ici, nous donnons cet accord, il sera possible de trouver une solution pour laisser cette marge de manœuvre à la Direction précitée. Par ailleurs, je vous rappelle que nous parlons ici d'individus, de collègues

pour moi, bref, des êtres humains, qui, après de nombreuses années de travail accompli au plus près de leur conscience, reçoivent en guise de gratitude une importante diminution de salaire accompagnée, en guise de dessert, d'une augmentation des cotisations à la Caisse de pension suite au changement de système. Quand on sait que nous parlons d'une poignée de collègues, de quelques milliers de francs, et que le canton boucle avec des millions de bénéfice, cela fait très mal. Enfin, je regrette encore que les collègues concernés soient considérés comme des profiteurs. Quand bien même il y en aurait, cela ne justifie en rien l'affront fait à tous ceux qui, honnêtement, ont cherché une nouvelle place de travail au secondaire I, mais sans succès: c'est à eux que s'adresse cette motion.

Permettez-moi encore rapidement de dire que, à propos des précédentes interventions, il y a eu une publication dans la Feuille officielle scolaire en 1994, pour moi, c'est quelque chose d'officiel, et ce n'est pas simplement une promesse d'un quelconque service administratif. Enfin donc, c'est pour toutes ces raisons qui me semblent pertinentes que je vous enjoins, au nom du groupe socialiste, de soutenir cette motion.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die Motion Gasser wurde seinerzeit zurückgezogen, weil eine Umsetzung sehr aufwendig und auch unverhältnismässig gewesen wäre. Die nun vorliegende Motion, welche in dieselbe Richtung zielt, ist sehr vage und aus meiner Sicht auch «gummig». Was sind denn Härtefälle und wem will man freiwillig entgegenkommen? Inzwischen wissen wir auch, dass die betroffenen Lehrpersonen frühzeitig schriftlich informiert wurden. Die zusätzlichen Massnahmen, welche für die betroffenen Personen jetzt gelten, entsprechen für mich dem geforderten Entgegenkommen. Deshalb macht diese Motion keinen Sinn. Die FDP-Fraktion wird sie denn auch ablehnen.

Stephan Oester, Belp (UDF). Inhaltlich muss ich nicht mehr gross auf das Thema eingehen. Die Vor- und die Nachteile wurden erörtert. Die EDU-Fraktion hat nicht erneut darüber diskutiert, weil es schon einmal vorgelegen hat. Die Argumente, die einen Vergleich mit der Privatwirtschaft anstellen oder die lange Zeit anführen, die für ein Umschwenken zur Verfügung gestanden hat, sowie die Antwort des Regierungsrats überzeugen uns eigentlich, sodass wir die Motion einstimmig ablehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Les radicaux se succèdent à la tribune, mais il faut croire que les avis divergent. Après le retrait de la motion de Peter Gasser sur le même sujet, la mort dans l'âme, la nouvelle motion propose des solutions individuelles pour les derniers cas de rigueur, c'est-à-dire moins d'une soixantaine de personnes concernées par la suppression des droits acquis fixés au 1.8.2015. Et cette fois, sans modification de la loi, mais plutôt par une solution interne à la DIP. On demande donc un geste de faveur de la part de la DIP vers ces maîtres qui se sont engagés depuis des années pour l'école bernoise. On connaît l'historique de cette situation. L'introduction du 6/3 en 1990, la modification de l'ordonnance sur le statut des enseignants en 2004, une promesse que le salaire acquis serait garanti jusqu'à la retraite, et en 2007, après de longues discussions au Grand Conseil, la réglementation des droits acquis a été limitée en 2015. Adieu la promesse, selon le principe à travail égal, salaire égal. Les syndicats sont partagés, le SEJB soutient la motion, le LEBE pas. Personnellement, je pense que l'on aurait pu, à l'interne, réunir et régler la question avec ces soixante personnes, que certains pensent avoir été négligents par rapport à leur situation personnelle. On aurait pu faire aussi un rappel, on aurait pu les réunir, ils n'ont pas manqué leur devoir comme de mauvais élèves. Les autorités ont changé, les directions ont changé, enfin bref, on peut trouver moult arguments dans ce sens-là. La motion n'a pas grande chance de passer, le postulat ne sert à rien. On a manqué le train. Pour les soixante personnes, un sentiment de déception et de frustration, si ce n'est plus. Elles partiront à la retraite d'ici peu, le cœur mais aussi le portemonnaie serrés. Pas seulement par leur faute comme on veut bien nous le faire dire. Essayé, pas pu. Ou auriez-vous par hasard changé d'avis pour ces quelques individus? Je le souhaite, votre vote tranchera.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Meines Erachtens haben alle, die sich nun geäussert haben, ein wenig Recht. Ich kenne ebenfalls solche Einzelfälle, und wenn ich diese anschau, bin ich der Meinung, dass man der Motion des Kollegen Näf zustimmen wollte. Die SVP-Fraktion ist sich nicht einig, eine Minderheit wird das aber tun. Man darf nicht ausser Acht lassen, dass die Personen, von denen hier die Rede ist, seinerzeit auf ausdrücklichen Wunsch der Erziehungsdirektion in der fünften und sechsten Klasse unterrichtet haben. Man kann natürlich durchaus argumentieren, sie

hätten nun wechseln können. Roland Näf hat das Problem, das sich beim Wechseln ergibt, vorhin jedoch geschildert. Es gibt indessen noch ein anderes Argument: Es gibt auch Leute, die gerne in der fünften und sechsten Klasse unterrichten! Und vielleicht sind dies Lehrer, die wir dort wollen. Wir wollen nicht unbedingt Lehrer, die an einem bestimmten Ort nur deswegen Schule geben, weil sie dort vielleicht etwas mehr verdienen. Vielmehr wollen wir die richtigen Lehrer auf der richtigen Stufe. Und hier könnten solche dabei sein. Dazu kommt, dass man ihnen 1994 den Besitzstand versprochen hat, ohne zu erwähnen, dass er möglicherweise nur befristet gilt. Nun kann man zwar sagen, es stehe auch nicht explizit, er sei unbefristet, aber wenn ich irgendwo angestellt bin und mir vom zuständigen Amt, wie Roland Näf vorhin ausgeführt hat, versprochen wird, der Besitzstand sei bis zur Pensionierung garantiert, scheint es mir nicht richtig, wenn einige Jahre später einfach beschlossen wird, dies zu ändern. Deshalb bin ich der Meinung, dass man in diesen Härtefällen – und um diese geht es – eine Lösung finden sollte. Es wurde auch gefragt, was denn ein Härtefall sei. Der Härtefall hat eben die Eigenschaft, dass man den Einzelfall betrachten muss. Man weiss auch, dass auf anderer Stufe ebenfalls gefordert wird, den Einzelfall zu prüfen. Das ist hier nicht anders. Ich bin überzeugt, dass man für die wenigen Fälle, um die es geht, eine gute Lösung finden kann. Ich bitte deshalb den Rat, der Motion zuzustimmen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich möchte etwas berichtigen. Bei den Lehrpersonen ist es nicht so, dass für gleiche Leistung der gleiche Lohn gezahlt wird; eben gerade nicht. Wer eine längere Ausbildung hat, erhält einen höheren Lohn; wer eine weniger lange hat, einen tieferen. Und es sind die Sekundarlehrer, die ein um zwei Jahre längeres Studium absolviert haben. Das wurde bisher noch nicht erwähnt. Für mich ist das jedoch das Hauptargument. Ich bin sofort dafür, einmal darüber zu diskutieren, ob das richtig sei. Sie erinnern sich vielleicht noch an mein Postulat, in dem ich verlangt hatte, dass man die Heilpädagogenlöhne an die Primarschullöhne anpassen soll. Auch dort besteht ein Riesenproblem, wenn eine Legasthenietherapeutin mit zwei Kindern massiv höher eingestuft ist als eine Primarlehrerin, die daneben mit zwanzig Kindern arbeiten muss. Von ziemlich vielen hier im Rat wurde gesagt, dies wäre ungerecht, weil die Heilpädagogen ein um zwei Jahre längeres Studium absolvieren als die Primarlehrer. Ich bitte auch den Erziehungsdirektor, das endlich einmal anzuschauen. Soweit ich mit erinnere, gehörte er auch zu denen, die so argumentiert haben. Ich bin auch nicht davon überzeugt, dass dies richtig ist. Man darf hier aber kein Exempel statuieren und sagen, diese Personen, die bekanntlich Sekundarlehrer sind und länger studiert haben, hätten dieselbe Arbeit geleistet wie die anderen, während man bei den Heilpädagogen hoch oben einsteigen muss, eben weil sie länger studiert haben. Ich bitte den Rat, konsequent zu sein und zuzustimmen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Ich wollte mich eigentlich nicht zu Wort melden, aber nun reizt es mich, doch auch noch etwas zu sagen. Wir sprechen hier von einem Besitzstand, einer Garantie! Peter Gasser spricht von einem Affront. Für mich besteht der Affront darin, dass man solche Vereinbarungen unterschreibt, und zwar für zwanzig Jahre! Solche Verträge können wir in der Privatwirtschaft, in der Industrie und im Gewerbe nicht machen – ausgeschlossen! Das ist nicht machbar. Diese Leute hätten alle genügend Zeit gehabt, um zu agieren und sich weiter zu interessieren. Die Zeit war für alle vorhanden. Zudem muss man ebenfalls erwähnen, dass in diesem Schreiben von 1994 nirgends stand, diese Regelung gelte bis zur Pensionierung. Hier sprechen wir nun von Einzelfällen, die stark betroffen sind, so genannten Härtefällen. Ich will Ihnen noch das andere schildern: Wir haben Härtefälle in der Industrie, die im Moment mit dem Export kämpft. Ich kenne einige betroffene Firmen, eine in meiner Nähe in Burgdorf, die Firma Aebi: Da muss jeder Arbeiter zum selben Lohn pro Woche drei Stunden länger arbeiten. Im Emmental gibt es eine grosse Firma, die Mopac, deren Arbeiter sich mit 10 Prozent weniger Lohn begnügen müssen, um Kündigungen zu verhindern. Das sind Härtefälle! Da sind Arbeiter betroffen. Aber in diesen Fällen, von denen hier die Rede ist, geht es nicht um die Existenz eines Lehrers. Das muss ich an dieser Stelle noch deponieren.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich habe nun die Diskussion verfolgt, und wegen einiger Voten hat es mich nun ebenfalls noch «usem Schtüeli glüpf». Als KMU-Patron bin ich sehr erstaunt, was hier als Härte bezeichnet wird. Beim Wegfall des Privilegs, von dem die Mitarbeiter beim Staat zwanzig Jahre lang profitiert haben, kann man auf keine Art und Weise von einer Härte sprechen. Man kann es vielleicht eine abnehmende Milde nennen. Nicht mehr und nicht weniger. Angesichts der

Lohnniveaus ist der Weg, der beschritten wird, zumutbar. Ich bitte den Rat, der Motion nicht zuzustimmen.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es geht hier um eine lange Geschichte, wie Sie sicher alle gemerkt haben. Ich habe viel Verständnis für das Anliegen von Peter Gasser und nun von Roland Näf, die eine Lösung für die Härtefälle möchten. Ich habe versucht zu prüfen, was wir im Rahmen des Gesetzes machen könnten. Wir haben es gedreht und gewendet: Zulagen, Treu und Glauben, Härtefallbestimmungen – ohne eine Änderung des Gesetzes können wir wohl nichts machen.

Doch wie ist das Ganze entstanden? Eine Lehrperson, die in der Primarstufe unterrichtet, ist unabhängig von ihrer Ausbildung in der Gehaltsklasse 6. Wer in der Sekundarstufe I unterrichtet, hat Gehaltsklasse 10. Mit dem Wechsel vom System 4/5 zum System 6/3 und damit zur Verkürzung der Sekundarstufe I in den 90er-Jahren wurde den Sekundarlehrerinnen und -lehrern, die verdankenswerterweise auf der Primarstufe weiterunterrichteten, der Besitzstand für immer garantiert. Es handelte sich nicht nur um eine Milde, sondern man war auch auf sie angewiesen. Dabei besteht eine recht grosse Lohndifferenz. Wer als ehemaliger Sekundarlehrkraft auf Primarstufe unterrichtete, hatte wesentlich mehr Lohn als eine langjährige Primarlehrkraft. Das kann monatlich ohne Weiteres einen vierstelligen Betrag ausmachen. Diesen Besitzstand versprach man damals ohne zeitliche Limite bis zur Pensionierung. Das entsprach in den 90er-Jahren dem Volksschulgesetz.

Bei der LAG-Revision 2004 – damals war ich Mitglied des Grossen Rats – beantragte der Regierungsrat, diese Besitzstandswahrung auf nur noch fünf Jahre zu limitieren. Der Grosse Rat hat ausführlich darüber diskutiert. Er kam zum Schluss, fünf Jahre seien zu wenig, und beschloss eine zehnjährige Übergangsfrist bis 31. Juli 2015. Das Ende dieser Frist steht nun bevor. Es wurden ganz klare Übergangsregelungen geschaffen: drei Ziffern, deren wesentlicher Inhalt in der Antwort des Regierungsrats auf den Seiten 2 und 3 wiederholt wird. Genau für Personen, die kurz vor der Pensionierung stehen, wurden Speziallösungen bestimmt; zum Beispiel hilft der Arbeitgeber die Pensionskassenversicherung weiterhin mittragen. Nun ist es effektiv so, dass auf den 1. August 2015 nicht alle Betroffenen in eine neue Stelle gewechselt haben. Es gibt auch Personen, die keine Stelle gefunden oder gar keine gesucht haben. Bei den Betroffenen handelt sich um rund sechzig Personen. Einige haben nun doch noch eine Stelle auf Sek-I-Niveau gefunden; daher erleiden sie keine Lohneinbusse. Einige wenige trifft es aber mit rund 1000 bis 1600 Franken pro Monat. Man kann unterschiedlicher Meinung sein: Man kann der Meinung sein, man habe 2004 mit der Beschränkung auf zehn Jahre einen Fehler gemacht, die Übergangsbestimmungen reichten nicht aus und man wolle es wieder anders. In dem Fall müsste der Grosse Rat das Gesetz ändern.

Nachdem der Grosse Rat im Jahr 2004 genau für diese Härtefälle klare Übergangsregelungen beschlossen hat, kann ich mich nicht einfach über das Gesetz hinwegsetzen. Wenn die Motion überwiesen wird, werde ich eine Gesetzesänderung vornehmen müssen. Das ist kein Problem: In dem Fall werden wir eine entsprechende Gesetzesvorlage präsentieren, die rückwirkend auf den 1. August 2015 gelten wird. Aber ich muss die Übergangsbestimmungen anpassen, sonst würde die Finanzkontrolle zu Recht monieren, das gehe nicht. Wenn der Rat der Meinung ist, die Übergangsbestimmungen seien zu hart, kann er eine Änderung beschliessen. Er ist letztlich der Gesetzgeber, und wir können etwas ändern.

Ich bin allerdings auch in der Sache nicht ganz sicher, ob es richtig wäre. Sie haben nun einige Argumente gehört. Es gibt die Frage der Lohngleichheit: 2004 wurde im Rat ausführlich diskutiert, ob es richtig sei, dass eine Lehrkraft mit Primarlehrerausbildung, die immer auf der Primarstufe unterrichtet hat, weniger verdient als eine Lehrkraft, der die Besitzstandswahrung garantiert wurde, weil sie als Sekundarlehrkraft auf Primarstufe unterrichtet. Insgesamt war der Grosse Rat damals der Meinung, diese Lohndifferenz sei nicht richtig. Und die Lehrerinnen und Lehrer bekamen zehn Jahre Zeit, um sich neu zu orientieren. Die Härtefälle wurden mit Übergangsbestimmungen gemildert. Es ist eine Abschätzungsfrage. Wir sind der Ansicht, dass sich der Grosse Rat diese Frage damals klar überlegt und klare Übergangsbestimmungen beschlossen hat und dass diese Frist auch zumutbar war. Es gibt nun in der Tat einige Härtefälle, aber das wurde damals in Kauf genommen. Das ist der Grund, weshalb wir diese Motion ablehnen.

Roland Näf, Muri (PS). Ich bedanke mich herzlich für die Diskussion und für die guten Argumente. Vor allem danke ich auch denen, die nun den einzelnen Menschen, den Einzelfall, gesehen haben und diese Sicht quer über alle Parteien hinweg auch vertreten haben. Vielen Dank. Auf einige

Argumente möchte ich noch kurz eingehen. Eines der Hauptargumente war die Lohngleichheit. Wenn wir tatsächlich anfangen würden, über die Frage der Lohngleichheit zu diskutieren, gäbe es noch einiges, das im Argen liegt – auch in der ERZ in Bezug auf Lehrpersonen. Ich könnte Ihnen einige Beispiele nennen, die wir angehen müssten. Auch auf die Argumentation von Hugo Kummer und Markus Wenger bezüglich des Gewerbes möchte ich eingehen: Sie haben absolut recht. Im Gewerbe könnte man das garantiert nicht machen. Die Situation ist nun aber effektiv so, dass unsere welschen Kolleginnen und Kollegen schwarz auf weiss – ich weiss nicht, wer in der ERZ diesen Bock geschossen hat – die Information «bis Auflösung des Anstellungsverhältnisses» erhalten haben. Das kann ich nachweisen und Ihnen zeigen. Das stand effektiv in einer französischsprachigen Information. Es ist in der Tat ein Problem von Treu und Glauben, das nicht geklappt hat. Zum Schluss hat nun der Erziehungsdirektor gesagt, er müsse das Gesetz ändern. Ich war der Meinung, dass der Regierungsrat dies mit einem Beschluss machen kann, wenn der Grosse Rat heute den Vorstoss überweist. Ich will nicht in eine Rechtsdiskussion eintreten, aber es ist auf jeden Fall möglich, zumindest mit einer kleinen Gesetzesänderung, wie der Erziehungsdirektor dargelegt hat. Das wäre hier möglich. Ich bitte den Rat, der Motion zuzustimmen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnen will, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 44

Non 92

Abstentions 8

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat die Motion abgelehnt.